

Non à la Compétitivité 2017-19 !

**Ne laissons pas la direction aggraver encore les choses,
Demain 13 décembre,
faisons-nous entendre !**

La direction a mis l'ensemble de ses « propositions » sur la table et la réunion de demain 13 décembre sera consacrée à « la synthèse de ces propositions ». Ne suivront qu'un ou deux autres réunions fin décembre ou début janvier pour relecture de l'accord final. C'est donc maintenant qu'il faut nous faire entendre fortement pour montrer notre opposition :

- **Au travail obligatoire supplémentaire** (allongement obligatoire de la journée de travail jusqu'à 1h15 et 7 samedis potentiels obligatoires sur l'année)
- **Au plan d'embauches au rabais** (3000 embauches promises sur 3 ans avec 4500 départs de CDI, 4500 intérimaires en moins)
- **A l'absence d'Augmentations Générales de Salaire** qui aura pour conséquence de continuer à bloquer le salaire de nombre d'entre nous
- **A l'arrêt de la Dispense d'Activité** pour limiter les départs dans l'ingénierie alors que le principe 1 départ = 1 embauche pourrait réellement être appliqué
- **Au mépris de nos dirigeants** illustré par les déclarations du directeur de l'ingénierie G. Gascon

Et tout cela, sans aucune contrepartie réelle :

- Des engagements sur la production en France soumis au maintien des ventes... et de la réglementation (dont on sait qu'elle va changer !)
- Des investissements pas plus importants que ceux, insuffisants, des dernières années (et que la direction illustre en parlant de bâtiments repeints et de Qualité de Vie au Travail améliorée)
- Une formation soi-disant renforcée alors que le budget reste identique mais sur un périmètre élargi aux filiales industrielles...

La direction n'a comme qu'un seul objectif : accroître encore la rentabilité de l'entreprise par la sacro-sainte « réduction des coûts » pour satisfaire les actionnaires par les dividendes et l'augmentation de la valeur de l'action. Les plus hauts dirigeants en seraient remerciés par des rémunérations toujours plus indécentes.

Et ce serait à nous d'en payer le prix, par la stagnation de nos salaires, par la précarité pour les prestataires, par la hausse de la charge de travail et la dégradation des conditions de travail pour tous.

Il n'y a rien de bon pour les salariés dans cet accord. Pourtant certaines organisations syndicales seraient prêtes à signer un tel accord ! Sur quelles bases pour les salariés qu'ils sont censés représenter ?

Sans notre intervention massive, cette logique n'aura pas de fin. Ils en voudront toujours plus. Il faut que nous y mettions fin par notre mobilisation déterminée.

C'est pourquoi la Coordination des syndicats CGT-Renault a lancé un appel à la grève sur l'ensemble des sites Renault et Filiales soumis à ce futur accord. Nous devons nous y être nombreux à Lardy comme sur les autres sites Renault pour nous faire entendre :

**Appel à la grève (1h), pour de véritables AGS, contre le mépris et
l'accord de Compétitivité**

RDV Demain 13 déc. à 10h devant le CTL

La direction est arrivée au bout et ses ambitions sont claires :

Concevoir et produire un même volume de fabrication d'ici 2019 en supprimant 6 000 emplois (CDI ou intérimaires)

Si la direction annonce l'embauche de 3000 CDI d'ici 2019 (1500 pour l'ingénierie/tertiaire et 1500 pour les usines), elle omet de dire qu'environ 4500 CDI quitteront Renault sur la même période (DACs, retraite...). Auxquels s'ajoutera la suppression de 4500 intérimaires (9000 actuellement). Soit la suppression d'au moins 6 000 emplois d'ici les 3 prochaines années... Quasiment le même niveau que dans l'accord précédent 2013-2016 !

Et ceux qui resteront feront le boulot de ceux qui partiront, en travaillant en heures supplémentaires obligatoires, jusqu'à 1h15 en plus par jour. Auxquelles il faudra ajouter les 7 samedis obligatoires par an pour rembourser le compteur CTC potentiellement négatif ! Le tout avec un délai de prévenance pouvant être réduit à 2 jours...

Dans les usines, en anticipant et en débordant la journée de travail d'1h15 pour les 2 équipes, la direction obtient quasiment l'équivalent de 2 journées de production supplémentaires par semaine avec plusieurs centaines de salariés en moins et pour un coût de production nettement inférieur. La même logique s'appliquera de la même manière pour les équipes de nuit, la direction ne se privera pas de faire faire en 2x8, ce qu'elle fait faire en nuit, ce qui lui permettra d'économiser la majoration des heures de nuit et la rétribution des sociétés d'intérimaires.

Dans l'ingénierie aussi, la possibilité d'augmenter notre temps de travail est une menace claire contre notre équilibre vie professionnelle / vie privée.

Dans le contexte actuel des nouvelles normes de dépollution et du retard technologique pris par Renault (justement par l'application de la politique du « moindre coût » et des départs non remplacés), la situation se dégraderait fortement.

Autant de conséquences catastrophiques pour la santé, les conditions de travail et l'équilibre vie professionnelle / vie privée des salariés

Les marchés automobiles et notamment le marché européen sont à la hausse. La situation financière de Renault est au beau fixe ; les actionnaires voient leurs dividendes et le cours de leurs actions exploser, les rémunérations de nos dirigeants sont toujours plus indécentes.

Mais pas question pour la direction d'entendre parler d'Augmentations Générales de Salaires ! C'est pourtant de véritables AGS pour toutes les catégories professionnelles qui seraient à même de rattraper le serrage de ceinture de ces dernières années.

La direction n'accorderait que des Augmentations Individuelles mais en les soumettant aux « conditions du marché ». Un marché totalement opaque et dont la direction dit que, pour les ETAM par exemple, il serait 10% plus bas que chez Renault...

Contre ces nouvelles régressions, pour le retour des AGS, pour un plan d'urgence d'embauches, Faisons-nous entendre demain 13 décembre !

Demain, une délégation d'ouvriers de Renault Bursa sera présente lors du débrayage de Lardy pour témoigner de leur lutte de 2015 et de la répression que Renault leur a fait subir



Une délégation d'ouvriers de Renault Bursa (Turquie) est en France ces jours-ci. C'est l'usine Renault où les ouvriers ont mené une grève dure en mai 2015 pour la renégociation de l'accord salarial et pour se faire reconnaître le droit de se syndiquer au syndicat de leur choix. Suite à cette grève, plus de 500 ouvriers ont été licenciés, dont de nombreux « meneurs » de la grève.

Les travailleurs de cette délégation pourront donc témoigner demain matin des méthodes antisociales et antisyndicales de la direction de Renault.

Participer au débrayage, c'est aussi leur apporter notre soutien et montrer que la solidarité entre salariés dépasse les frontières.

**Appel à la grève (1h), pour de véritables AGS, contre le mépris et l'accord de Compétitivité
RDV Demain 13 déc. à 10h devant le CTL**

1H00 de grève pour les équipes en fin de poste